

La très grande ambition d'Écolo

« Le cdH ne rattrape pas les autres en termes de gouvernance. Dans mon souvenir, c'est celui qui bloquait le plus. » **P. DUPRIEZ**

17 Les deux coprésidents d'Écolo ne discuteront que de leurs 17 mesures d'assainissement politique

Khattabi et Dupriez rencontrent Lutgen ce jeudi

Après le MR Olivier Chastel, c'est au tour des coprésidents d'Écolo Patrick Dupriez et Zakia Khattabi de rencontrer Benoît Lutgen. Ils placent la barre très haut.

● **Interview : Pascale SERRET**

Patrick Dupriez, chez Écolo, on le sentait venir, le coup de poker du cdH ?

Non. On a été totalement surpris. Et on le reste, en constatant l'impréparation de ce coup politique.

Ça vous inquiète ?

Oui. On l'a dit : Lutgen a inventé la crise sans préavis. Il y a un besoin urgent de décisions dans

une série de dossiers. Des réformes risquent de passer à la trappe. Des institutions culturelles attendent des subsides. Certaines vont avoir de gros problèmes financiers. Entre autres...

Pour l'instant, tout est arrêté...

Mais jusqu'à nouvel ordre, aucun ministre n'a démissionné. On donne la consigne à nos parlementaires : on continue à travailler.

À 10 heures ce jeudi, Écolo rencontre néanmoins le cdH...

Zakia et moi, on a accepté une rencontre informelle avec Benoît Lutgen. Nous ne voulons discuter que de questions de démocratie, d'éthique et de gouvernance. Puisque le cdH affirme que c'est ça qui provoque la crise, profitons-en.

Cette crise, c'est une opportunité ?

Oui. Le constat de crise démocratique n'est pas neuf. Il s'est accentué ces derniers mois. On ne pourra plus avancer sur aucun dossier sans revoir les fondements du système politique.

C'est le document en 17 points que vous avez transmis à l'ensemble des groupes politiques francophones (lire ci-dessous)...

Oui. Nous ne discuterons de rien d'autre ce jeudi. Ni un autre jour. On veut des engagements forts.

Au plus tard pour le 21 juillet. C'est demain...

Nous sommes très ambitieux en la ma-

tière... Mais s'il y a une vraie volonté, ça peut aller très vite. Une série de réformes peuvent être transformées en textes légaux à partir de la rentrée. Bon, on sait que pour la suppression des Provinces, revendication historique chez Écolo, ça prendra du temps par contre.

En 2014, le cdH optait à l'unanimité pour une alliance avec le PS. Tout peut donc basculer en 3 ans ?

En 3 ans ou en 2 jours ? Il y a 3 ans, le cdH avait l'opportunité de mettre le PS dans l'opposition. Ils ne l'ont pas fait. Et aujourd'hui, ils retirent la prise et créent le chaos sans proposition.

À cause des « affaires » ? Vous y croyez ?

Le cdH ne rattrape pas les autres en ce qui concerne la bonne gouvernance. Dans mon souvenir, c'est celui qui bloquait le plus. Quoi qu'il en soit si la crise est déclenchée, c'est leur problème. On dit juste que c'est le moment d'établir un nouveau socle démocratique.

Ce n'est pas casse-gueule pour Écolo de « monter » éventuellement dans un gouvernement maintenant ?

Je n'ai pas envie de faire ce genre de commentaire maintenant. D'abord des engagements sérieux. Puis on verra. Mais si on analyse, on voit bien qu'il y a un problème de rapport de forces. À la Région wallonne, on est 4 députés. Sans droit de vote en commission. Or, si on y va, c'est pour peser. Et puis, le temps de négocier et de tout mettre en place, il restera moins d'un an. Pour des réformes importantes, moins d'un an...

On peut envisager des alliances différentes dans les trois gouvernements ?

C'est déjà arrivé. Ce n'est pas notre préoccupation du moment. ■

Un cahier des charges en 17 points

« Si nous en partageons la volonté, les fondations d'un nouveau système politique doivent être adoptées au plus tard le 21 juillet et traduites en textes législatifs dès septembre » : Écolo a transmis à tous les partis politiques francophones le même répertoire de réformes à entreprendre, en 3 chapitres et 17 points.

Chapitre 1 : éthique des mandataires

1. Établir le décumul intégral des mandats ;
2. Plafonner les rémunérations des mandataires publics à 100 % de l'indemnité parlementaire (inclure les rémunérations privées) ;
3. Rendre publiques les rémunérations des mandataires ;
4. Donner un pouvoir de décision à la Commission de déontologie ;
5. Ériger en infraction pénale toute intervention au bénéfice de dossiers individuels ;

6. Dépolitiser les recrutements dans la fonction publique ;

7. Composer le gouvernement de la FWB à partir des ministres régionaux wallons et bruxellois ;

8. Simplifier les structures entre les Régions

et les communes (Wallonie) ;

9. Simplifier les structures entre la Région et les communes (Bruxelles Capitale) ;

10. Créer une circonscription régionale pour le Parlement de Wallonie ;

11. Orienter les décisions publiques vers les générations futures ;

Chapitre 3 : démocratie citoyenne

12. Organiser des consultations populaires régionales (y compris pour les traités internationaux) ;

13. Instaurer un droit d'initiative législative citoyenne ;

14. Introduire le tirage au sort dans les Parlements par des commissions mixtes élus/citoyens ;

15. Aboutir à une démocratie paritaire ;

16. Rendre les scrutins intégralement proportionnels ;

17. Ouvrir totalement l'accès à l'information aux citoyens. ■

« Pas un menu à la carte »

Patrick Dupriez, dans ce cahier des charges, qu'est-ce qui ne figurait pas déjà dans le trousseau d'Écolo en 2009, quand l'Olivier wallon (avec le PS et le cdH) a été négocié ?

La plupart de ces 17 mesures, nous les portons de longue date. On a rassemblé en urgence une série de propositions qui sont pour la plupart déjà dans notre programme. Il n'y en a pas une qui n'a pas déjà été évoquée.

C'est à prendre ou à laisser ?

On ne dira jamais « c'est ça ou rien ». Mais ce n'est pas un menu à la carte. Pas question de picorer. On est dans un moment où il faut un vrai changement.

P.S.